



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction des relations avec les collectivités locales,
Bureau de l'environnement**

Montpellier, le 16 octobre 2025

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 2025-10-DRCL-0439

Modification des conditions d'exploitation de la centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers de la société Languedoc Enrobés sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone

Le préfet de l'Hérault

- VU** le Code de l'Environnement, Livre 1^{er}, Titre VIII, et le Livre V, Titre I^{er} ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique n°4801) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°89-1-3499 du 27 novembre 1989 autorisant la société Languedoc Enrobés à procéder à l'extension et à l'exploitation d'une centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, carrière de la Madeleine ;
- VU** le récépissé de déclaration n°01-217 du 23 octobre 2001 relatif à la modification de la centrale de la société Languedoc Enrobés ;
- VU** le courrier préfectoral du 9 février 2017 donnant acte de certaines modifications de la centrale d'enrobage de la société Languedoc Enrobés, et actualisant le tableau de classement des activités ;
- VU** la demande du 11 août 2025 et le dossier joint, déposés par la société Languedoc Enrobés, en vue de la modification des installations de la centrale d'enrobage ;

Préfecture de l'Hérault
Place des Martyrs de la Résistance
34062 MONTPELLIER Cedex 2
Modalités d'accueil du public : www.herault.gouv.fr/
@Prefet34

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 6 octobre 2025;

VU la consultation du 14 août 2025 de la société Languedoc Enrobés sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant que les activités exercées dans l'établissement, autorisées par l'arrêté préfectoral n°89-1-3499 du 27 novembre 1989 susvisé, ont fait l'objet d'un changement de régime de classement par la modification de nomenclature introduite par le décret n°2019-292 du 9 avril 2019, et relèvent désormais du régime de l'Enregistrement au titre de la rubrique n°2521-1 ;

Considérant que la société Languedoc Enrobés demande dans son courrier du 11 août 2025 à ce que ses installations soient gérées via les règles de procédure de l'Enregistrement ;

Considérant que le dossier technique annexé à la demande, comporte les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé ;

Considérant que les modifications envisagées sont de nature à réduire les impacts vis-à-vis de l'environnement, en particulier en ce qui concerne les émissions atmosphériques ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de procéder aux consultations prévues par les articles R.181-18 à R.181-32, ni à la sollicitation de l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Hérault,

ARRÊTE :

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

La société Languedoc Enrobés, de numéro SIRET 778 126 540 00039, et dont le siège social est situé RD612 Carrière de la Madeleine, lieu-dit « Larzat Nord, à Villeneuve-lès-Maguelone (34750), est autorisée à modifier les installations de la centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers implanté à la même adresse, selon les dispositions de sa demande déposée le 11 août 2025.

Les installations et régimes de classement sont détaillés dans le tableau figurant à l'article 1.2.1 du présent arrêté.

Ces installations sont enregistrées. Elles ne sont plus soumises au régime de l'autorisation environnementale, ni aux règles de procédure correspondantes.

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du Code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

Rubrique	Désignation de l'activité	Capacité de l'activité	Classement
2521-1	Centrale d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers.	Capacité maximale de production de 300 t/h	E
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, la superficie de l'aire de transit étant : 2) supérieure à 5000 m ² mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Superficie maximale de transit : 5000 m ²	D
4801	Dépôt de matières bitumineuses, la quantité susceptible d'être présente étant : 2) supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	5 cuves verticales de 80 m ³ , soit 400 m ³ = 420 t	D

E=Enregistrement, D=Déclaration

Les installations sont en dessous du seuil de classement au titre de la rubrique suivante : 4734-2 (stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution).

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations sont situées sur la parcelle n° 7 section AX de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER ET CONDITIONS DE MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 11 août 2025.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales.

ARTICLE 1.3.2. CONDITIONS DE MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état conformément aux dispositions des articles R.512-46-25 et suivants du Code de l'environnement.

CHAPITRE 1.4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.4.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogés, notamment l'arrêté préfectoral n°89-1-3499 du 27 novembre 1989 et le récépissé de déclaration n°01-217 du 23 octobre 2001 susvisés.

ARTICLE 1.4.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- L'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers ;

Les dispositions figurant aux articles 2.1, 4.2, 4.3, 4.4, 6.4 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 et aux alinéas relatifs au calcul du volume nécessaire au confinement de l'article 4.10, non-applicables aux installations existantes selon l'article 1^{er} et l'annexe I de cet arrêté, ne s'appliquent pas à l'établissement.

- L'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique n°4801) ;

TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION

ARTICLE 2.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 2.2. INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Villeneuve-lès-Maguelone pendant une durée minimum d'un mois ; le certificat attestant de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de l'Hérault ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux ;

2° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Hérault, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 2.3. EXÉCUTION

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale


Véronique MARTIN SAINT LEON

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Véronique MARTIN SAINT LEON
Pour le Prêtre et par délégation
la secrétaire générale